

Turquie - Syrie : Mister el-Assad is not Doctor Gorby !

mardi 21 février 2012, par [Jean Marcou](#)

Le 10 février dernier, Ahmet Davutoğlu a expliqué aux étudiants de l'Université de Washington (à Washington DC) pourquoi, dans un premier temps, la Turquie avait pu donner l'impression de tergiverser, quant à l'attitude qu'elle devait avoir à l'égard du printemps syrien et de sa répression par le régime de Bachar el-Assad. « Nous voulions qu'el-Assad soit le Gorbatchev de la Syrie, mais il a choisi d'être Milosevic. C'est tout le problème. », a déclaré le chef de la diplomatie turque et, revenant sur le cours suivi par les relations turco-syriennes depuis le début du soulèvement, il a rappelé les difficultés que sa politique du « zéro problème avec nos voisins » avait du affronter à cette occasion.

En février 2011, épargné au début par le printemps arabe, Bachar el-Assad inaugure encore, un barrage de l'amitié sur le fleuve frontalier Oronte avec Recep Tayyip Erdoğan. Les deux hommes profitent même de l'occasion pour souhaiter que le calme revienne en Égypte... Mais un mois plus tard, c'est la Syrie qui est frappée par l'onde de choc des révolutions arabes, ce qui plonge la diplomatie turque dans une perplexité profonde. À la différence de la Tunisie de Ben Ali ou de l'Égypte de Moubarak, la Syrie de Bachar el-Assad est en effet devenue, au cours de la décennie qui vient de s'écouler, un allié proche d'Ankara. Le coup est d'autant plus rude qu'au même moment la révolte qui gronde en Libye prend aussi à contrepied le gouvernement turc, qui paraît débordé par des initiatives internationales auxquelles il s'est montré peu favorable dans un premier temps. Il faut attendre la fin du mois pour que Recep Tayyip Erdoğan, après plusieurs conversations téléphoniques avec Bachar el-Assad, finisse par lui demander d'écouter son peuple et d'engager des réformes. Suit alors jusqu'au mois d'août une longue période au cours de laquelle la Turquie essaye de convaincre le leader syrien de mettre un terme à la répression.

L'ambassadeur turc à Damas est rappelé pour consultations, le chef des services secrets turcs (MIT) se rend aussi sur place pour évaluer la situation, comme d'ailleurs Ahmet Davutoğlu, en personne. Parallèlement, la Turquie durcit progressivement le ton à l'égard de Damas. Recep Tayyip Erdoğan qui, pendant les deux premiers mois de la crise, avait encore abondamment utilisé du terme de « frère » ou « d'ami », pour s'adresser au président syrien et l'abjurer de changer d'attitude, se met à condamner la répression en des termes de plus en plus sévères, avouant même, à partir du début du mois d'août, que « la patience » de son pays « est à bout ». La dernière visite d'Ahmet Davutoğlu à Damas, qui a lieu à cette époque, et prend des allures de coup de semonce, consacre la rupture avec un régime dans lequel « on ne peut plus avoir confiance », explique notamment le président Abdullah Gül, à la fin du mois d'août.

Une nouvelle phase s'ouvre alors dans les relations turco-syriennes. Tandis que les tensions s'accroissent entre les deux pays (notamment lorsque des partisans du président syrien attaque les représentations diplomatiques turques et brûle un drapeau), Ankara travaille à mobiliser les principaux acteurs régionaux pour tenter de résoudre la crise syrienne. Après la tournée de Recep Tayyip Erdoğan, au mois de septembre, dans les pays où le printemps arabe a triomphé (Égypte, Tunisie et Libye), Ahmet Davutoğlu occupe toute son énergie à inciter la Ligue arabe et ses membres à agir. Cet activisme turc, salué par les Américains et les Européens, en vient même à agacer l'Égypte, détrônée dans son rôle traditionnel de pôle d'équilibre. Mais force est de constater que cette stratégie finit par aboutir à des résultats : la Ligue arabe suspend la Syrie et oblige même Damas à accepter l'envoi d'observateurs sur le terrain. Malheureusement, et comme on pouvait s'y attendre, ces efforts régionaux se révèlent aussi vains que la précédente séquence bilatérale.

Dès lors, une troisième phase s'ouvre dans la tentative turque de résolution de la crise syrienne. Elle

consiste à jouer la carte internationale, en obtenant une intervention de l'ONU et notamment une résolution du Conseil de sécurité. L'entreprise se révèle vite hasardeuse, car depuis mars dernier, la Chine et surtout la Russie sont loin d'avoir effectuées le même « U-turn » à l'égard de Damas que la Turquie. Alors même qu'à l'automne, les pressions régionales s'accroissaient sur le régime de Bachar el-Assad, les Russes sont revenus dans le jeu pour sauver leur dernier allié au Proche-Orient. Persuadés qu'une intervention extérieure n'est plus à exclure et que la Turquie pourrait y jouer un rôle majeur, ils ont mis, le 16 décembre, en état d'alerte leurs troupes stationnées dans la région (en Arménie et sur la Mer Caspienne). Le 4 février 2012, Moscou et Pékin mettent sans surprise leur veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité condamnant la répression en Syrie. Ce veto confirme celui que ces deux pays avaient opposé à une précédente initiative de l'ONU, en octobre 2011, et montre que l'offensive régionale turco-arabe des derniers mois n'a pas réussi à fissurer le mur du refus russo-chinois.

Ce nouvel échec n'a pas pour autant calmé les ardeurs de la Turquie dont le ministre des affaires étrangères se trouve aux Etats-Unis jusqu'au dimanche 12 février, pour relancer les initiatives internationales censées favoriser une solution. Mettant en cause à nouveau la pertinence du système onusien actuel, Ankara s'est employée à convaincre Russes et Chinois qu'ils faisaient fausse route en adoptant des comportements « dignes de la guerre froide », avant d'annoncer sa disponibilité pour organiser une conférence internationale réunissant les acteurs régionaux et internationaux de la crise syrienne.

En réalité, depuis l'été dernier, le gouvernement turc a fait le pari d'un effondrement rapide du régime de Bachar el-Assad. Mais, en dépit d'une généralisation de la rébellion et de l'apparition d'une forme de guerre civile larvée, ce régime paraît vouloir jouer les prolongations. Cet impasse n'est pas sans conséquences pour la diplomatie turque, car il contribue à compromettre les relations de celle-ci avec Téhéran qui supporte mal qu'Ankara ait pris la tête d'une offensive internationale et régionale qui vise à mettre à bas son principal allié dans la région. Dès lors, en dépit des ouvertures spectaculaires des dernières années (accélération des relations commerciales qui ont atteint 15 milliards de dollars l'an passé, intervention de la Turquie dans le dossier nucléaire en 2010) suscitées par la politique de bon voisinage d'Ahmet Davutoğlu, la relation turco-iranienne ne parvient pas à sortir d'une sorte d'amitié convenue, qui est compromise par des intérêts divergents sur les grands dossiers stratégiques du moment.

Car, la crise syrienne n'est pas seule pomme de discorde entre les deux poids lourds régionaux. En premier lieu, l'évacuation de l'Irak par les Américains place l'Iran et la Turquie en position de rivalité, l'un et l'autre soutenant des factions rivales dans ce pays. Ahmet Davutoğlu évoque aussi à Washington actuellement le comportement de plus en plus hostile du gouvernement chiite de Nouri al-Maliki à l'égard d'Ankara accusée d'ingérence dans les affaires intérieures irakiennes. En second lieu, les Iraniens n'ont pas digéré l'acceptation par la Turquie du bouclier antimissile américain et l'installation, près de Malatya, d'un radar de détection précoce, qui est l'une des pièces majeures de ce dispositif. La révélation par le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, que la Turquie aurait en outre particulièrement insisté, l'an dernier, pour accueillir ce radar, risque d'accroître un peu plus la rancune iranienne à l'égard de son voisin qu'elle taxe souvent d'opportunisme à mots couverts, et que certains de ses officielles n'ont pas hésité à menacer ouvertement en décembre, en évoquant d'éventuelles frappes iraniennes sur le territoire turc, en cas d'attaque israélienne ou américaine sur les installations nucléaires de la République islamique.

Mais, le plus grave est que ce désaccord ouvert sur ces trois dossiers (Syrie, nucléaire et bouclier antimissile) rejoint en fait une fracture qui s'esquisse de plus en plus au Moyen-Orient entre intérêts chiites et sunnites. De longue date, les pays du Golfe ont redouté la puissance militaire et le prosélytisme iraniens dans la région. Ces craintes qui partent d'intérêts politiques et stratégiques divergents peuvent le cas échéant prendre une dimension confessionnelle légitimatrice, comme on l'a vu lors des manifestations au Bahreïn, présentées comme un soulèvement chiite par les monarchies du Golfe qui n'ont pas hésité à voler au secours de Manama pour les réprimer. Or, cette réactivation des rivalités religieuses qui peuvent concerner l'Irak, la Syrie le Liban, inquiète au plus haut point la Turquie, qui en décembre dernier a mis en garde son voisin iranien contre le risque « d'une guerre froide confessionnelle ».

Bien que les officiels de l'AKP se soient en général attachés à minorer les différends existant avec l'Iran, des signes d'agacements à l'égard de Téhéran sont de plus en plus perceptibles en Turquie. En décembre dernier, le ministre turc des affaires étrangères a demandé des explications à son homologue iranien, suite aux menaces que nous évoquions précédemment. Plus généralement, l'Iran devient de plus en plus le poil-à-gratter d'une nouvelle politique étrangère turque, qui a le plus souvent plusieurs fers au feu et qui entend concilier une fidélité à ses alliances occidentales, une posture anti-israélienne, des amitiés multiples avec des voisins dissemblables et un soutien au printemps arabe. De surcroît, au sein même de l'AKP, certains reproches adressés à Téhéran, ont commencé à prendre une tonalité religieuse. Le vice-premier ministre, Bülent Arınç, connu certes pour la proximité de ses vues avec celles de la confrérie de Fethullah Gülen, n'a pas hésité récemment à apostropher Téhéran en ces termes : « Ô République islamique d'Iran, tu portes le mot islamique dans ton nom et je ne sais pas jusqu'à quel point tu en es digne. Mais as-tu eu une seule phrase sur ce qui s'est passé ... en Syrie ? » Alors que la répression battait son plein à Homs, cette figure de proue de l'AKP n'a pas manqué d'étendre ce reproche d'insensibilité et d'immobilisme aux gouvernements irakien et libanais.

Pour sa part, devant les étudiants de l'Université de Washington, après avoir regretté que Bachar el-Assad ait choisi d'être un Milosevic proche-oriental, Ahmet Davutoğlu a comparé Homs à Sarajevo, en expliquant que si la Turquie avait eu antérieurement de bonnes relations avec celui qui martyrise la ville syrienne aujourd'hui, c'est parce qu'à l'époque il ne tirait pas sur son peuple. Le chef de la diplomatie turc a admis, il y a quelques temps, que la crise syrienne avait pris en défaut sa politique de bon voisinage. Elle conduit aussi Ankara désormais à réfléchir à ses choix stratégiques dans un Moyen-Orient en pleine recomposition.

Sources

Article original publié sur le blog de l'OVIPoT le dimanche 12 février 2012 sous le titre : « [Mister el-Assad is not Doctor Gorby !](#) »